

« C'est l'Europe qui nous permet d'espérer »

Député européen et Mayennais de cœur et de racines, Jean Arthuis pose un regard critique sur une Europe qui se doit d'avancer davantage, face aux défis du monde. Et se veut le défenseur de la mobilité des jeunes.

Entretien



Jean Arthuis, député européen, président de la commission des budgets au Parlement européen.

Le traité de Rome, c'était il y a 60 ans...

Moins de 12 ans après la fin de la Seconde Guerre mondiale, dans un continent coupé en deux par le Rideau de fer. Les six pays entraînés par les Pères fondateurs prennent acte de l'opposition de la France au projet de Communauté européenne de défense. Mais ils optent pour un marché commun. Cela donnera, le 25 mars 1957, la CEE (Communauté économique

européenne). En attendant mieux, la liberté de circuler et d'échanger des marchandises et des services donne des gages de paix durable.

Défense, frontières, Brexit... L'Europe est-elle en crise ?

Les pays membres de l'Union Européenne (UE) font face à des événements qui défient leurs dirigeants: migrations massives et accueil des réfugiés, attentats terroristes islamistes, chômage endémique, crises agricoles, soumission aux multinationales du numérique, dumping commercial, détérioration climatique, déficits chroniques et perte d'indépendance. Dans un tel contexte, il est aisé d'instruire le procès de l'Europe, désignée cause de tous nos maux. En fait, les gouvernements nationaux tentent de prolonger l'illusion qu'ils peuvent encore régler tous les problèmes. Ils

donnent malheureusement en spectacle leur impuissance.

Est-ce le moment pour l'UE d'écrire un nouveau projet ?

La mondialisation alimente les craintes. Nous ressentons un besoin de protection et prenons conscience que nos états nationaux ne sont plus à la hauteur des défis: explosion démographique de l'Afrique sub-saharienne et menace des migrations vers l'Europe, effort d'armement des pays continent (Chine, Inde, Russie, États-Unis). C'est l'Europe qui nous permet d'espérer retrouver notre pleine souveraineté et reprendre notre destin en main. Le projet d'union doit se fonder sur une Europe qui nous protège.

Vous estimez qu'une Europe fédérale est à construire ?

Nous avons des valeurs communes, des biens communs: paix, liberté, démocratie, climat. L'UE ne peut se résigner à n'être qu'un marché offert au monde et une addition d'égoïsmes nationaux. Il est donc urgent de faire converger nos législations fiscales,

sociales, environnementales. Nos institutions actuelles dysfonctionnent. L'intégration politique conditionne la bonne gouvernance. Le plus important est la légitimité démocratique. Les citoyens sont appelés à s'emparer du débat sur l'avenir de l'Europe.

Erasmus a 30 ans. Vous avez fait adopter l'Erasmus des apprentis...

Grâce aux bourses Erasmus, 5 millions de jeunes ont pu séjourner hors de leur pays maternel et découvrir leur citoyenneté européenne. Pour l'essentiel, des étudiants. Les apprentis, peu nombreux, n'ont accompli que des mobilités de quelques semaines. Le chômage des jeunes, en Europe, est scandaleux. Or, l'apprentissage est la clé de l'accès à l'emploi. L'Allemagne, les Pays-Bas et l'Autriche le démontrent. Et les étudiants qui ont bénéficié d'Erasmus se protègent mieux contre le chômage. Je veux promouvoir et démocratiser Erasmus en permettant aux apprentis d'effectuer des mobilités de longue durée, de six mois à un an.

« Nous ne coalisons pas des États, nous unissons des hommes. »

Jean Monnet,

l'un des Pères fondateurs de l'Union Européenne.

Le Fonds social européen, au service des Mayennais



C'est au conseil départemental de la Mayenne que se gère une partie du FSE, Fonds Social Européen, qui vise à soutenir l'emploi (via l'État), l'insertion (via les

conseils départementaux) et la formation (conseils régionaux). Depuis sept ans, le Bordelais d'origine David Noël (photo) est le garant de ce financement. « Je suis chef du service Europe et territoire, au sein du conseil départemental », note l'intéressé. En gros, il gère l'enveloppe de 4,5 mil-

lions d'euros allouée par l'Union Européenne, en Mayenne, pour la période 2014-2020. « Dans cette enveloppe, on a débloqué 2,3 millions d'euros sur 2015-2017, explique David Noël. Et on travaille déjà sur 2018-2020. »

Des gros sous pour de bonnes raisons. Avec cet argent européen, David Noël défend l'insertion professionnelle. Il a pu mettre en place 2 000 accompagnements, entre 2015 et 2016, sur toute la Mayenne.

Des projets à la pelle

Des projets, David Noël en a sous le coude. « On aide des plateformes de mobilité, avec des conseillers

qui reçoivent des personnes dont on a constaté que, pour qu'elles retournent travailler, il leur fallait être mobiles », note le chef du service Europe. De fait, le FSE touche donc directement les 3 400 Mayennais bénéficiaires du RSA et quelque 10 000 demandeurs d'emploi du département. « Sans ce fonds, on ne pourrait pas faire grand-chose, insiste David Noël, pour qui les fonds structurels européens ont permis de relever le niveau socio-économique des pays membres. »

Parmi les dispositifs aidés, en Mayenne, on parle aussi des structures de conseils pour des personnes

dont le retour à l'emploi ne peut se faire, à cause du logement, de la santé ou d'une situation budgétaire compliquée. « Aujourd'hui, on fonctionne par des appels à projets, souligne David Noël. Le FSE est un renfort financier indéniable pour des structures parallèles qui favorisent l'insertion. Et de conclure: s'il n'y avait pas de FSE, il faudrait augmenter les impôts... » Une bonne raison de défendre le plus vieux financement européen qui existe... Depuis 60 ans.

Textes et photos (sauf mentions contraires):
Timothée GIGAN SANCHEZ.

Nom :

Prénom :

Âge :

Commune :

- L'Europe, c'est quoi pour vous ?

.....
.....
.....

- Comment voyez-vous l'avenir de l'Europe ?

.....
.....
.....

Coupon à retourner à la Maison de l'Europe en Mayenne (43, quai Gambetta - Laval).

Ou par mail : info@maison-europe-mayenne.eu



Votre avis compte !

